

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1945

10 août 2013

SOMMAIRE

402 Consulting S.à r.l.	93316	Imperial Financing S.à r.l.	93350
Accendo Capital	93315	Samir S.A.	93314
Accession Fund Holding Beta S.à r.l.	93318	Sartos Investments S.A.	93314
ADB Luxembourg S.A.	93318	Solaica Power Holding S.à r.l.	93314
ADP I Luxembourg II S.à r.l.	93317	SPT Energy (Luxembourg) S.à r.l.	93315
AEIF LH Sub 02 S.à r.l.	93317	Stanislas S.A.	93315
Aida S.A.	93320	TA Reinsurance S.A.	93321
Alphabet S.A.	93319	Team Industries International	93314
Alpha I VC Sicar S.A.	93316	Team Industries International	93322
Altec S.à r.l.	93324	Telematica Bedrijven S.A.	93321
Ardagh Group S.A.	93318	Tengizchevroil Finance Company S.à r.l.	93321
Aria Structured Investments S.à r.l.	93316	Texlam S.A.	93322
Art Conseil	93317	Textil Project S.A.	93319
Asgard Hall Invest S.A.	93356	The Building Block Equity Fund S.A., SI- CAR	93315
Ashton Moss Holdings S.à r.l.	93317	Theta Phi S.à r.l.	93319
Associated Dexia Technology Services ...	93316	TK Aluminum Luxembourg Finance S.à r.l.	93324
Ateliers de Décoration François Dumont	93316	TK Aluminum U.S. S.à r.l.	93322
Atlas SICAV - FIS	93318	TK SEI Luxembourg S.à r.l.	93324
Atlas SICAV - FIS	93317	Tracol Renovation S.à r.l.	93323
Belvaux Lotissement S.A.	93360	Tuskar	93319
Dreamspace S.A.	93320	TYproduction S.à r.l.	93322
Earlybird Luxembourg Management S.A.	93320	Um Kläppchen S.à r.l.	93323
ECommerce Holding I S.à r.l.	93325	Valfrais-Lux S.A.	93323
Ecotank S.A.	93360	Vecotrade S.A.	93324
Ecotrade Commodities S.A.	93360	Vesalius Biocapital Partners S.à r.l.	93323
Ektornet Latvia S.A.	93360	Vicari S.A., SPF	93323
Elvira Investments S.à r.l.	93320	Vie Key Consulting S.à r.l.	93320
Enovos Luxembourg S.A.	93319		
Eurocharter S.A.	93321		
FedEx International Holdings Limited (Lu- xembourg) S.C.S.	93353		

Solaica Power Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.812.675,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2013.

Hille-Paul Schut

Mandataire

Référence de publication: 2013082795/12.

(130101997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Team Industries International, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013082854/13.

(130101818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Sartos Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 136.975.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social, en date du 20 juin 2013

Résolution unique

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Christophe BLONDEAU avec effet au 06 juin 2013, de sa fonction d'Administrateur et de Président du Conseil d'administration au sein de la société et décide de coopter, avec effet au 06 juin 2013, Monsieur Philippe RICHELLE, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, au poste d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration. Monsieur Philippe RICHELLE terminera le mandat de son prédécesseur.

Référence de publication: 2013082804/14.

(130102143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Samir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 52.890.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 1^{er} juin 2013, que:

- Le siège social de la société a été transféré, avec effet immédiat, du 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013082802/15.

(130101802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Stanislas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 90.613.

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire en date du 06/03/2013 que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont prolongés et se termineront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018:

- Madame Elena Kolesnikova (Bakhtina), administrateur,
- Madame Monique Miny, administrateur,
- S-Presso S.à.r.l., administrateur,
- G.T. Experts Comptables S.à.r.l., commissaire aux comptes

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2013.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013082796/17.

(130101996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

SPT Energy (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.360.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Juin 2013.

SPT Energy (Luxembourg) S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager

Référence de publication: 2013082825/14.

(130101660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

The Building Block Equity Fund S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.004.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013082840/10.

(130101759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Accendo Capital, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Accendo Capital

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Guillaume André / Benjamin Wacker

Director / Associate Director

Référence de publication: 2013082947/13.

(130103303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Aria Structured Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 130.148.

Le bilan au 31 décembre 2010, tel qu'approuvé par l'associé unique, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013082967/13.

(130102375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Alpha I VC Sicar S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 117.122.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Alpha I VC SICAR S.A.

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013082958/12.

(130103223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

402 Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3373 Leudelange, 16, Domaine Schmiseleck.

R.C.S. Luxembourg B 115.137.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013082904/10.

(130101958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Ateliers de Décoration François Dumont, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-1456 Luxembourg, 1, rue de l'Egalité.

R.C.S. Luxembourg B 91.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013082973/9.

(130102865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

"ADTS" ou "DTS", Associated Dexia Technology Services, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, Z.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 119.041.

Le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que les annexes de l'exercice 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013082972/10.

(130103311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Art Conseil, Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 143.535.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur qui m'a été confiée auprès d'ART CONSEIL, qui prendra effet à compter de la date de réception de la présente lettre.

Le 11 Juin 2013.

GILLES LEWALLE.

Référence de publication: 2013082970/10.

(130102389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Ashton Moss Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 112.458.

Le Bilan du 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013082971/10.

(130103165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Atlas SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 127.148.

Les Comptes Annuels consolidés au 25 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2013.

Référence de publication: 2013082975/11.

(130103000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

AEIF LH Sub 02 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 132.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013082987/12.

(130102682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

ADP I Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 167.403.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ADP I Luxembourg II S.à r.l.

Intertrust Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013082982/11.

(130103271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Accession Fund Holding Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 103.163.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013082980/10.

(130103015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

ADB Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 176.823.

EXTRAIT

En date du 14 juin 2013, le conseil d'administration de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de nommer Monsieur Christian ONSELAERE, administrateur de catégorie A de la Société, en tant que président du conseil d'administration de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2013.

ADB Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2013082981/15.

(130102583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Atlas SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 127.148.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2013, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'Atlas SICAV-FIS' ont pris les résolutions suivantes:

- renouvelé les mandats des administrateurs jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale des actionnaires qui aura lieu en 2014. Le Conseil d'Administration est composé comme suit:

Bodo DEMISCH, Henry KELLY, Rolf MEINDERS.

- reconduit le mandat de réviseur d'entreprise de Ernst & Young jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire de 2014.

Luxembourg, le 25 juin 2013.

Référence de publication: 2013082974/15.

(130102999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Ardagh Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 53.248.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013082966/14.

(130103134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Theta Phi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 171.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013082842/12.

(130101571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Enovos Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 44.683.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013083169/9.

(130102456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Textil Project S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 60.922.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TEXTIL PROJECT S.A.

Alexis DE BERNARDI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013082861/12.

(130101675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Alphabet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 133.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013083000/10.

(130103057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Tuskar, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 132.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

TUSKAR S.À R.L.

Référence de publication: 2013082843/11.

(130101511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Dreamspace S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 105.022.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2013083142/11.

(130103240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Earlybird Luxembourg Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 169.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Earlybird Luxembourg Management S.A.
United International Management S.A.*

Référence de publication: 2013083144/11.

(130102422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Elvira Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 113.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour extrait conforme
Référence de publication: 2013083146/10.*

(130103156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Vie Key Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 124.763.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2013.
Un mandataire

Référence de publication: 2013082877/11.

(130102101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Aida S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 60.114.

Par la présente, je soussigné, Christian FALTOT, demeurant au 45 rue François Emile Babeuf, F-54190 Villerupt, démissionne avec effet immédiat de mon poste d'administrateur et d'administrateur-délégué dans la société AIDA S.A., ayant son siège social domicilié au 33 Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B60.114.

Luxembourg, le 20.06.2013.

Christian FALTOT.

Référence de publication: 2013082993/11.

(130103237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

TA Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2229 Luxembourg, 1A, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 97.825.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 16 mai 2013

L'assemblée générale ordinaire a réélu Monsieur Henrik Thorlacius-Ussing, Monsieur Flemming Larsen, Monsieur Hans-Jorgen Bruno Hansen, Monsieur Lars Hem Simonsen et Monsieur Kristian Kristensen comme administrateurs jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

L'assemblée générale ordinaire a élu Deloitte S.A. comme réviseur d'entreprises jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Pour TA REINSURANCE S.A.

Référence de publication: 2013082844/16.

(130102019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Telematica Bedrijven S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 62.724.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 1^{er} juin 2013, que:
- Le siège social de la société a été transféré, avec effet immédiat, du 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013082857/15.

(130101805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Tengizchevroil Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.866.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Juin 2013.

Tengizchevroil Finance Company S.à r.l.

TMF Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2013082858/14.

(130101672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Eurocharter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 104, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 36.834.

Les comptes annuels au 31.10.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013083178/9.

(130102749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Team Industries International, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.415.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 1^{er} juin 2013, que:

- Le siège social de la société a été transféré, avec effet immédiat, du 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013082855/15.

(130102238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Texlam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 73, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 92.428.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 04 juin 2013 la résolution suivante:

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de l'administrateur unique de Madame Nancy LAMPSON ainsi que le mandat du commissaire de Monsieur Thierry LAMPSON pour une durée de six ans pour prendre fin à l'assemblée générale en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire VBM s.à r.l.

Experts comptables et fiscaux

Référence de publication: 2013082860/15.

(130102217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

TYproduction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7635 Ernzen, 2, rue Hansgoergerfeld.

R.C.S. Luxembourg B 91.009.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/06/2012.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013082870/12.

(130102318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

TK Aluminum U.S. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 237.400,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 88.955.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013082864/12.

(130101886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Tracol Renovation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5773 Weiler-la-Tour, Schlammestee.

R.C.S. Luxembourg B 168.077.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013082867/14.

(130102091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Um Kläppchen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4910 Hautcharage, 22, rue de Bascharage.

R.C.S. Luxembourg B 109.159.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013082871/10.

(130102380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Vesalius Biocapital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 1B, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 132.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2013082876/10.

(130101762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Valfrais-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9861 Roullingen, 14, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 82.304.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013082880/10.

(130101613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Vicari S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 172.877.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013082885/10.

(130101654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

TK Aluminum Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 88.976.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013082863/12.

(130101841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

TK SEI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 500.000,00.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 140.522.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013082865/12.

(130101948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Vecotrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9709 Clervaux, 6, rue Brooch.
R.C.S. Luxembourg B 80.474.

Auszug aus dem Protokoll der Jahreshauptversammlung vom 4. Juni 2013

Die Jahreshauptversammlung nimmt die Adressenänderung des Verwaltungsratsmitgliedes, Frau Astrid KÖNIGS, zur Kenntnis. Frau KÖNIGS ist nunmehr wohnhaft in L-9990 Weiswampach, Duarrefstrooss 14.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 24 juin 2013.

Pour VECOTRADE S.A.

Société Anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013082882/15.

(130101875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Altec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8025 Strassen, 3, rue de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 155.490.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 mai 2013

Il ressort d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 27 mai 2013, que les associés de la société «Altec Sàrl» sise L-8010 STRASSEN, 210, route d'Arlon, ont pris unanimement la décision de transférer le siège social à compter du 1^{er} juin 2013 à l'adresse L-8025 STRASSEN, 3 rue de l'Eglise.

Pour extrait conforme et sincère

Signature

Référence de publication: 2013083003/13.

(130102812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

ECommerce Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 177.434.

Die englische Version ist im Mémorial C-No 1944 vom 10. August 2013 veröffentlicht.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am sechszwanzigsten Juli.

Vor uns, dem unterzeichnenden Notar Paul Bettingen, mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 109262 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland („Rocket Internet“),

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 24. Juli 2013, ausgestellt in Berlin, und

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland („Bambino 53. V V“),

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 24. Juli 2013, ausgestellt in Berlin, und

3. HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, Deutschland, unter der Nummer HRA 98863, mit Geschäftssitz in Kaiserstraße 14b, 80801 München, Deutschland (der „Neue Investor“), ausschließlich für die Punkte 4 ff. teilnahme- und stimmberechtigt,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 23. Juli 2013, ausgestellt in München.

Besagte Vollmachten, welche von den erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Parteien 1 und 2 (die „Bestehenden Gesellschafter“) sind alle Gesellschafter der ECommerce Holding I S.à r.l. (die „Gesellschaft“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 177.434, gegründet am 7. Mai 2013 gemäß einer Urkunde des Notars, Henri Hellinckx mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1651, am 10. Juli 2013.

Da die Bestehenden Gesellschafter das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei der Neue Investor ausschließlich für Punkt 4 ff. teilnahme- und stimmberechtigt ist:

Tagesordnung

1. Beschluss über die der Schaffung von zwei (2) Anteilklassen, unterteilt in Stammanteile (die „Stammanteile“) und Anteile der Serie A (die „Anteile der Serie A“) und über die Umwandlung ohne Einziehung von Anteilen, der bestehenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

2. Aufnahme von HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, Deutschland, unter der Nummer HRA 98863, mit Geschäftssitz in Kaiserstraße 14b, 80801 München, Deutschland (der „Neue Investor“), als neuer Gesellschafter der Gesellschaft.

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) auf einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) durch die Ausgabe von eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

4. Anschließende Änderung von Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750), bestehend aus (i) zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“) und (ii) eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen der Serie A (die „Anteile der Serie A“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden."

5. Anschließende Einfügung des Artikels sechs Punkt fünf (6.5) in die Satzung der Gesellschaft, welcher wie folgt lautet:

„6.5 Die Gesellschaft kann als Gegenleistung Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen."

6. Anschließende Änderung von Artikel sieben (7) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist jeder Verkauf, jede Übertragung, jede Abtretung oder jede andere Veräußerung oder Belastung, insbesondere die Veräußerung oder Verpfändung von Anteilen oder von Teilen dieser Anteile der Gesellschaft ohne die Zustimmung der Rocket Internet GmbH und der HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG (die „Investoren“; jeweils ein „Investor“) ungültig. Eine Zustimmung der Investoren zur Übertragung von Anteilen im Sinne des vorstehenden Satzes ist nicht erforderlich:

a) bei jedem Verkauf, jeder Übertragung, jeder Abtretung oder jeder anderen Veräußerung durch einen Investor an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

b) bei der Übertragung von Anteilen eines Investors an eine Gesellschaft,

- welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors kontrolliert, von diesem kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht (jeweils ein „Verbundenes Unternehmen“), wobei die Worte „Kontrolle“ oder „kontrolliert“ oder „kontrolliert werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder

- in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

c) bei einer Übertragung von Anteilen an einen Dritten, welcher Anteile unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder von einem Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung; und

d) bei einer Übertragung von Anteilen, von HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG an eine Gesellschaft, deren Geschäfte von HV Holtzbrinck Ventures Adviser GmbH geführt werden. Die Geschäftsführung, wie in dem ersten Satz dieses Absatzes enthalten, umfasst jegliche Form der Verwaltung der Geschäfte, einschließlich jeder direkten oder indirekten Art der Geschäftsführung und/oder Beratung, basierend auf der Stellung als Gesellschafter, Organ, oder damit verbundener vertraglicher Beziehungen.

7.5 Sofern eine Übertragung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 nicht der Zustimmung der Investoren bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn die überlebenden Gesellschafter einer solchen Übertragung mit einer Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals zustimmen. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden."

7. Anschließende Änderung von Artikel acht (8) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 8. Rückkauf von Anteilen.

8.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

8.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

a) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

b) ein Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

8.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend.

8.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 8.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

8. Anschließende Änderung von Artikel neun (9) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 9. Ausgleichzahlung für den Rückkauf.

9.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

9.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag des Inkrafttretens gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

9.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

9.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

9.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen."

9. Anschließende Änderung von Artikel zehn (10) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 10. Abtretung anstelle von Rückkauf.

10.1 Die Gesellschaft kann verlangen, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung des Anteils an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

10.2 Der vorliegende Artikel 10 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 9 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet."

10. Anschließende Änderung von Artikel elf (11) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 11. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

11.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich übertragen wurden.

11.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

11.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

11.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß dem vorstehenden Satz eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teil-

nehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

11.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

11.6 Im Falle eines Alleingesellschafters, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.“

11. Anschließende Änderung von Artikel zwölf (12) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 12. Gesellschafterversammlung.

12.1 Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

12.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

12.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

12.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer mit einer Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

12.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.“

12. Anschließende Änderung von Artikel dreizehn (13) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 13. Quorum und Abstimmung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

13.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 12.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.“

13. Anschließende Änderung von Artikel vierzehn (14) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.“

14. Anschließende Änderung von Artikel fünfzehn (15) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 15. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit (mindestens drei Viertel) bilden.“

15. Anschließende Änderung von Artikel sechzehn (16) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 16. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

16.1 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals:

a) Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens oder des gesamten oder eines beträchtlichen Anteils des Vermögens direkter oder indirekter Tochtergesellschaften der Gesellschaft einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Abwicklung der Gesellschaft;

- b) Beschlüsse hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;
- c) Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Rechnung; Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;
- d) Abschluss von stillen Beteiligungen;

e) Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr und des Jahresabschlusses.

16.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals und die vorherige Zustimmung aller Investoren:

- a) Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen
- b) Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 8.2 und Übertragungen gemäß Artikel 10.1 dieser Satzung."

16. Anschließende Änderung von Artikel siebzehn (17) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 17. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese den Rat der Geschäftsführer.

17.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer" als Verweis auf den alleinigen Geschäftsführer auszulegen.

17.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse."

17. Anschließende Änderung von Artikel achtzehn (18) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 18. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

18.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

18.3 Die Gesellschafterversammlung kann, über die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten werden und die Geschäftsführer sind der Kategorie zuzuordnen, der sie angehören."

18. Anschließende Änderung von Artikel neunzehn (19) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 19. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

19.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden."

19. Anschließende Änderung von Artikel zwanzig (20) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 20. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

20.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich aufgrund Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt haben und sie unterzeichnen."

20. Anschließende Änderung von Artikel einundzwanzig (21) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 21. Rat der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

21.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxeschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

21.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

21.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

21.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxeschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

21.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, für die Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft, die nicht zu dem gewöhnlichen Geschäftsbetrieb gehören, und - in jedem Fall - für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert wurden und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden:

- a) Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teil-Gesellschaften;
- b) Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;
- c) Einrichtung, Verlegung und Schließung von Niederlassungen;
- d) Wesentliche Änderungen der Art der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und Einstellung eines wesentlichen Geschäftsbetriebs;
- e) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;
- f) Gewährung von Darlehen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- g) Eingehen von Verbindlichkeiten, die einen Betrag von fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) im Einzelfall oder einen Gesamtbetrag von einer Million Euro (EUR 1.000.000) überschreiten;
- h) Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- i) Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten, außer Sicherungsgeschäfte, die das Risiko, das sich bei gewöhnlichem Geschäftsbetrieb ergibt, beschränken;
- j) Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungszusagen jeglicher Art;
- k) Abschluss, Änderung und Kündigung von Arbeitsverträgen, die ein Jahresgehalt von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) überschreiten;
- l) Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeinen Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

m) Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) im Einzelfall;

n) Geschäfte der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen Personen und Einzelpersonen. Als Gesellschafter werden verbundene Gesellschaften sowie Angehörige direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß dem vorliegenden Buchstaben (n) ist nicht anwendbar, wenn das Geschäft zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen (at arm's length) unterliegt;

o) Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG)); und

p) Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, von der die Gesellschaft ein Gesellschafter ist, sofern diese Ausübung, wenn die Gesellschaft betroffen wäre, die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nach dieser Satzung erfordern würde, d.h. gemäß diesem Artikel 21.8, a) bis o), Artikel 16.1 oder 16.2.

Die vorstehenden Beschränkungen gelten nicht, wenn der Rat der Geschäftsführer nach pflichtgemäßer Beurteilung der Umstände frei entscheidet, dass eine Transaktion und/oder Maßnahme zur Abwendung unmittelbarer erheblicher Schäden für die Gesellschaft erforderlich ist. Die Transaktionen und/oder Maßnahmen des Rates der Geschäftsführer dürfen das für die Beseitigung der Gefahr für die Gesellschaft erforderliche Maß nicht übersteigen. Die Gesellschafter der Gesellschaft sind über die Art und den Zweck der Maßnahme und deren Gründe unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

21.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung der Gesellschafterversammlung erfordern. Die Gesellschafterversammlung kann ihre Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

21.10 Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für Geschäftsführer beschließen, welche durch einen Geschäftsführerbeschluss umgesetzt wird.

21.11 Der Rat der Geschäftsführer hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels, soweit gesetzlich möglich, auf gleiche Weise auf sämtliche verbundene Gesellschaften angewendet werden, an welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält."

21. Anschließende Änderung von Artikel zweiundzwanzig (22) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 22. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

22.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

22.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet."

22. Anschließende Änderung von Artikel dreiundzwanzig (23) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 23. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet."

23. Anschließende Änderung von Artikel vierundzwanzig (24) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 24. Beirat.

24.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat (der „Beirat“). Dieser besteht aus drei (3) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beirats ernennen.

24.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss genehmigen oder verändern.

24.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

a) zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats werden von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);

b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG nach eigenem Ermessen ernannt;

24.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Eines der Rocket-Mitglieder ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten.

24.5 Der Beirat hat lediglich eine beratende Funktion in Bezug auf Maßnahmen und Transaktionen der Gesellschaft und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

24.6 Die Vergütung der Mitglieder des Beirats wird, sofern vorgesehen, von den Gesellschaftern der Gesellschaft durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss festgelegt."

24. Anschließend Änderung von Artikel fünfundzwanzig (25) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

25.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden."

25. Anschließend Änderung von Artikel sechsundzwanzig (26) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres."

26. Anschließend Änderung von Artikel siebenundzwanzig (27) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung wie der verbleibende Jahresnettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile."

27. Anschließende Änderung von Artikel achtundzwanzig (28) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 28 Abschlagsdividenden - Agio und Andere Kapitalreserven.

28.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche durch den Rat der Geschäftsführervorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag soll gegebenenfalls verteilt werden und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden."

28. Anschließende Änderung von Artikel neunundzwanzig (29) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft."

29. Anschließende Änderung von Artikel dreißig (30) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach Luxemburger Recht zulässig, maßgebend."

30. Beschluss bezüglich der Änderung und gänzlichen Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

31. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse und ersucht den Notar, diese zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, zwei (2) Anteilklassen zu schaffen, die unterteilt sind in Stammanteile (die „Stammanteile“) und Anteile der Serie A (die „Anteile der Serie A“) und die bestehenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, ohne Einziehung von Anteilen in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, Deutschland, unter der Nummer HRA 98863, mit Geschäftssitz in Kaiserstraße 14b, 80801 München, Deutschland, (der „Neue Investor“) als neuen Gesellschafter der Gesellschaft aufzunehmen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) auf einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) durch die Ausgabe von eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, zu erhöhen.

Zeichnung

Eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Serie A wurden ordnungsgemäß von HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, vorbenannt, zu einem Preis von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) gezeichnet.

Zahlung

Die vom Neuen Investor, vorbenannt, gezeichneten eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Serie A wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250).

Der Nachweis für die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlage wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die Einlage in Höhe von eintausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1.250) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung erkennt an, dass HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG nun der Inhaber der ausgegebenen eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile der Serie A1 geworden ist.

Infolgedessen schließt sich HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG, stimmberechtigt und hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 23. Juli 2013, ausgestellt in München, für die nachstehenden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung an.

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750), bestehend aus (i) zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“) und (ii) eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen der Serie A (die „Anteile der Serie A“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden."

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel sechs Punkt fünf (6.5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ 6.5. Die Gesellschaft kann als Gegenleistung Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen."

Sechster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel sieben (7) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist jeder Verkauf, jede Übertragung, jede Abtretung oder jede andere Veräußerung oder Belastung, insbesondere die Veräußerung oder Verpfändung von Anteilen oder von Teilen dieser Anteile der Gesellschaft ohne die Zustimmung der Rocket Internet GmbH und der HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG (die „Investoren“; jeweils ein „Investor“) ungültig. Eine Zustimmung der Investoren zur Übertragung von Anteilen im Sinne des vorstehenden Satzes ist nicht erforderlich:

- a) bei jedem Verkauf, jeder Übertragung, jeder Abtretung oder jeder anderen Veräußerung durch einen Investor an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);
- b) bei der Übertragung von Anteilen eines Investors an eine Gesellschaft,

- welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors kontrolliert, von diesem kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht (jeweils ein „Verbundenes Unternehmen“), wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert“ oder „Kontrolliert werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder

- in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

c) bei einer Übertragung von Anteilen an einen Dritten, welcher Anteile unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder von einem Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung; und

d) bei einer Übertragung von Anteilen, von HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG an eine Gesellschaft, deren Geschäfte von HV Holtzbrinck Ventures Adviser GmbH geführt werden. Die Geschäftsführung, wie in dem ersten Satz dieses Absatzes enthalten, umfasst jegliche Form der Verwaltung der Geschäfte, einschließlich jeder direkten oder indirekten Art der Geschäftsführung und/oder Beratung, basierend auf der Stellung als Gesellschafter, Organ, oder damit verbundener vertraglicher Beziehungen.

7.5 Sofern eine Übertragung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 nicht der Zustimmung der Investoren bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn die überlebenden Gesellschafter einer solchen Übertragung mit einer Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals zustimmen. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden."

Siebter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel acht (8) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 8 Rückkauf von Anteilen.

8.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

8.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

- a) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;
- b) ein Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

8.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend.

8.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 8.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Achter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel neun (9) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 9. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

9.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

9.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag des Inkrafttretens gilt der Tag vor dem Rückkaufsbeschluss.

9.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

9.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

9.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen."

Neunter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel zehn (10) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 10. Abtretung anstelle von Rückkauf.

10.1 Die Gesellschaft kann verlangen, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung des Anteils an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

10.2 Der vorliegende Artikel 10 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 9 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet."

Zehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel elf (11) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 11. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

11.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich übertragen wurden.

11.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

11.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

11.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß dem vorstehenden Satz eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

11.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

11.6 Im Falle eines Alleingesellschafters, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt."

Elfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel zwölf (12) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 12. Gesellschafterversammlung.

12.1 Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

12.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

12.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

12.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer mit einer Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

12.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterver-

sammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden."

Zwölfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel dreizehn (13) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 13. Quorum und Abstimmung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

13.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 12.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst."

Dreizehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel vierzehn (14) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern."

Vierzehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünfzehn (15) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 15. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit (mindestens drei Viertel) bilden."

Fünfzehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel sechzehn (16) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 16. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

16.1 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals:

- a) Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens oder des gesamten oder eines beträchtlichen Anteils des Vermögens direkter oder indirekter Tochtergesellschaften der Gesellschaft einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Abwicklung der Gesellschaft;
- b) Beschlüsse hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;
- c) Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Rechnung; Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;
- d) Abschluss von stillen Beteiligungen;
- e) Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr und des Jahresabschlusses.

16.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals und die vorherige Zustimmung aller Investoren:

- a) Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen
- b) Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 8.2 und Übertragungen gemäß Artikel 10.1 dieser Satzung."

Sechzehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel siebzehn (17) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 17. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese den Rat der Geschäftsführer.

17.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer" als Verweis auf den alleinigen Geschäftsführer auszulegen.

17.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse."

Siebzehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel achtzehn (18) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 18. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

18.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

18.3 Die Gesellschafterversammlung kann, über die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten werden und die Geschäftsführer sind der Kategorie zuzuordnen, der sie angehören."

Achtzehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel neunzehn (19) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 19. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

19.1 Soweit es nach Luxemburger Recht zulässig ist, scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden."

Neunzehnter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel zwanzig (20) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 20. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

20.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich aufgrund Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt haben und sie unterzeichnen."

Zwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel einundzwanzig (21) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 21. Rat der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

21.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

21.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

21.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

21.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

21.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung von Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft, die nicht zu dem gewöhnlichen Geschäftsbetrieb gehören - in jedem Fall - für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert wurden und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden:

- a) Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teil-Gesellschaften;
- b) Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;
- c) Einrichtung, Verlegung und Schließung von Niederlassungen;
- d) Wesentliche Änderungen der Art der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und Einstellung eines wesentlichen Geschäftsbetriebs;
- e) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;
- f) Gewährung von Darlehen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- g) Eingehen von Verbindlichkeiten, die einen Betrag von fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) im Einzelfall oder einen Gesamtbetrag von einer Millionen Euro (EUR 1.000.000) überschreiten;
- h) Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;
- i) Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Güter und Rechte sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten, außer Sicherungsgeschäfte, die das Risiko, das sich bei gewöhnlichem Geschäftsbetrieb ergibt, beschränken;
- j) Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungszusagen jeglicher Art;
- k) Abschluss, Änderung und Kündigung von Arbeitsverträgen, die ein Jahresgehalt von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) überschreiten;
- l) Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeinen Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;
- m) Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) im Einzelfall;
- n) Geschäfte der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen Personen und Einzelpersonen. Als Gesellschafter werden verbundene Gesellschaften sowie Angehörige direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß dem vorliegenden Buchstaben (n) ist nicht anwendbar, wenn das Geschäft zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen (at arm's length) unterliegt;

o) Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG)); und

p) Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, von der die Gesellschaft ein Gesellschafter ist, sofern diese Ausübung, wenn die Gesellschaft betroffen wäre, die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nach dieser Satzung erfordern würde, d.h. gemäß diesem Artikel 21.8, a) bis o), Artikel 16.1 oder 16.2.

Die vorstehenden Beschränkungen gelten nicht, wenn der Rat der Geschäftsführer nach pflichtgemäßer Beurteilung der Umstände frei entscheidet, dass eine Transaktion und/oder Maßnahme zur Abwendung unmittelbarer erheblicher Schäden für die Gesellschaft erforderlich ist. Die Transaktionen und/oder Maßnahmen des Rates der Geschäftsführer dürfen das für die Beseitigung der Gefahr für die Gesellschaft erforderliche Maß nicht übersteigen. Die Gesellschafter der Gesellschaft sind über die Art und den Zweck der Maßnahme und deren Gründe unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

21.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung der Gesellschafterversammlung erfordern. Die Gesellschafterversammlung kann ihre Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

21.10 Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für Geschäftsführer beschließen, welche durch einen Geschäftsführerbeschluss umgesetzt wird.

21.11 Der Rat der Geschäftsführer hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels, soweit gesetzlich möglich, auf gleiche Weise auf sämtliche verbundene Gesellschaften angewendet werden, an welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält."

Einundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel zweiundzwanzig (22) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 22. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

22.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

22.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet."

Zweiundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel dreiundzwanzig (23) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 23. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet."

Dreiundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel vierundzwanzig (24) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 24. Beirat.

24.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat (der „Beirat“). Dieser besteht aus drei (3) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beirats ernennen.

24.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss genehmigen oder verändern.

24.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

a) zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats werden von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);

b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG nach eigenem Ermessen ernannt;

24.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Eines der Rocket-Mitglieder ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten.

24.5 Der Beirat hat lediglich eine beratende Funktion im Bezug auf Maßnahmen und Transaktionen der Gesellschaft und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

24.6 Die Vergütung der Mitglieder des Beirats wird, sofern vorgesehen, von den Gesellschaftern der Gesellschaft durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss festgelegt."

Vierundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünfundzwanzig (25) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

25.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden."

Fünfundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel sechszwanzig (26) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres."

Sechszwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel siebenundzwanzig (27) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen eine Ausstellung der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Gesellschafter erbrachten Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag der Geschäftsführung bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung wie der verbleibende Jahresnettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile."

Siebenundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel achtundzwanzig (28) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

28.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche durch den Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag soll gegebenenfalls verteilt werden und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden."

Achtundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel neunundzwanzig (29) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft."

Neunundzwanzigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel dreißig (30) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach Luxemburger Recht zulässig, maßgebend."

Dreißigster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die Änderung und gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen ECommerce Holding I S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.2 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche das geistige Eigentum oder im Zusammenhang mit Grundeigentum vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750), bestehend aus (i) zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“) und (ii) eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen der Serie A (die „Anteile der Serie A“) mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann als Gegenleistung Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist jeder Verkauf, jede Übertragung, jede Abtretung oder jede andere Veräußerung oder Belastung, insbesondere die Veräußerung oder Verpfändung von Anteilen oder von Teilen dieser Anteile der Gesellschaft ohne die Zustimmung der Rocket Internet GmbH und der HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG (die „Investoren“; jeweils ein „Investor“) ungültig. Eine Zustimmung der Investoren zur Übertragung von Anteilen im Sinne des vorstehenden Satzes ist nicht erforderlich:

a) bei jedem Verkauf, jeder Übertragung, jeder Abtretung oder jeder anderen Veräußerung durch einen Investor an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

b) bei der Übertragung von Anteilen eines Investors an eine Gesellschaft,

- welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors kontrolliert, von diesem kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht (jeweils ein „Verbundenes Unternehmen“), wobei die Worte „Kontrolle“ oder „kontrolliert“ oder „kontrolliert werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder

- in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

c) bei einer Übertragung von Anteilen an einen Dritten, welcher Anteile unter der vereinheitlichten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder von einem Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung; und

d) bei einer Übertragung von Anteilen, von HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG an eine Gesellschaft, deren Geschäfte von HV Holtzbrinck Ventures Adviser GmbH geführt werden. Die Geschäftsführung, wie in dem ersten Satz dieses Absatzes enthalten, umfasst jegliche Form der Verwaltung der Geschäfte, einschließlich jeder direkten oder indirekten Art der Geschäftsführung und/oder Beratung, basierend auf der Stellung als Gesellschafter, Organ, oder damit verbundener vertraglicher Beziehungen.

7.5 Sofern eine Übertragung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 nicht der Zustimmung der Investoren bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn die überlebenden Gesellschafter einer solchen Übertragung mit einer Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals zustimmen. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden."

Art. 8. Rückkauf von Anteilen.

8.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

8.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

a) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

b) ein Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

8.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend.

8.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 8.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 9. Ausgleichzahlung für den Rückkauf.

9.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

9.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag des Inkrafttretens gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

9.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

9.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

9.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen.

Art. 10. Abtretung anstelle von Rückkauf.

10.1 Die Gesellschaft kann verlangen, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung des Anteils an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

10.2 Der vorliegende Artikel 10 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 9 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 11. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

11.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich übertragen wurden.

11.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

11.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

11.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß dem vorstehenden Satz eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

11.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

11.6 Im Falle eines Alleingesellschafters, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 12. Gesellschafterversammlung.

12.1 Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

12.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

12.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

12.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer mit einer Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

12.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 13. Quorum und Abstimmung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

13.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 12.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 15. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit (mindestens drei Viertel) bilden.

Art. 16. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

16.1 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals:

- a) Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens oder des gesamten oder eines beträchtlichen Anteils des Vermögens direkter oder indirekter Tochtergesellschaften der Gesellschaft einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Abwicklung der Gesellschaft;
- b) Beschlüsse hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;
- c) Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Rechnung; Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;
- d) Abschluss von stillen Beteiligungen;
- e) Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr und des Jahresabschlusses.

16.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Mehrheit von mindestens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals und die vorherige Zustimmung aller Investoren:

- a) Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen
- b) Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 8.2 und Übertragungen gemäß Artikel 10.1 dieser Satzung."

D. Rat der Geschäftsführer und Beirat

Art. 17. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese den Rat der Geschäftsführer.

17.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den alleinigen Geschäftsführer auszulegen.

17.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 18. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

18.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

18.3 Die Gesellschafterversammlung kann, über die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten werden und die Geschäftsführer sind der Kategorie zuzuordnen, der sie angehören.

Art. 19. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

19.1 Soweit es nach Luxemburger Recht zulässig ist, scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 20. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

20.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich aufgrund Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt haben und sie unterzeichnen.

Art. 21. Rat der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

21.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

21.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

21.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

21.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

21.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung von Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft, die nicht zu dem gewöhnlichen Geschäftsbetrieb gehören - in jedem Fall - für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert wurden und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafterversammlung genehmigt wurden:

- a) Gründung, Erwerb oder Veräußerung von Unternehmen oder Teil-Gesellschaften;
- b) Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;
- c) Einrichtung, Verlegung und Schließung von Niederlassungen;
- d) Wesentliche Änderungen der Art der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und Einstellung eines wesentlichen Geschäftsbetriebs;
- e) Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;

f) Gewährung von Darlehen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

g) Eingehen von Verbindlichkeiten, die einen Betrag von fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) im Einzelfall oder einen Gesamtbetrag von einer Millionen Euro (EUR 1.000.000) überschreiten;

h) Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

i) Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte sowie weitere Transaktionen mit derivaten Finanzinstrumenten, außer Sicherungsgeschäfte, die das Risiko, das sich bei gewöhnlichem Geschäftsbetrieb ergibt, beschränken;

j) Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungszusagen jeglicher Art;

k) Abschluss, Änderung und Kündigung von Arbeitsverträgen, die ein Jahresgehalt von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) überschreiten;

l) Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeinen Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

m) Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000) im Einzelfall;

n) Geschäfte der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen Personen und Einzelpersonen. Als Gesellschafter werden verbundene Gesellschaften sowie Angehörige direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß dem vorliegenden Buchstaben (n) ist nicht anwendbar, wenn das Geschäft zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen (at arm's length) unterliegt;

o) Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG)); und

p) Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, von der die Gesellschaft ein Gesellschafter ist, sofern diese Ausübung, wenn die Gesellschaft betroffen wäre, die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nach dieser Satzung erfordern würde, d.h. gemäß diesem Artikel 21.8, a) bis o), Artikel 16.1 oder 16.2.

Die vorstehenden Beschränkungen gelten nicht, wenn der Rat der Geschäftsführer nach pflichtgemäßer Beurteilung der Umstände frei entscheidet, dass eine Transaktion und/oder Maßnahme zur Abwendung unmittelbarer erheblicher Schäden für die Gesellschaft erforderlich ist. Die Transaktionen und/oder Maßnahmen des Rates der Geschäftsführer dürfen das für die Beseitigung der Gefahr für die Gesellschaft erforderliche Maß nicht übersteigen. Die Gesellschafter der Gesellschaft sind über die Art und den Zweck der Maßnahme und deren Gründe unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

21.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung der Gesellschafterversammlung erfordern. Die Gesellschafterversammlung kann ihre Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

21.10 Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für Geschäftsführer beschließen, welche durch einen Geschäftsführerbeschluss umgesetzt wird.

21.11 Der Rat der Geschäftsführer hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels, soweit gesetzlich möglich, auf gleiche Weise auf sämtliche verbundene Gesellschaften angewendet werden, an welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 22. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

22.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

22.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 23. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 24. Beirat.

24.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat (der „Beirat“). Dieser besteht aus drei (3) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen. Jeder Gesellschafter kann ein nicht stimmberechtigtes Mitglied des Beirats ernennen.

24.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss genehmigen oder verändern.

24.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von den Gesellschaftern durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt:

a) zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats werden von dem Gesellschafter Rocket Internet GmbH nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);

b) ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter HV Holtzbrinck Ventures Fund V GmbH & Co. KG nach eigenem Ermessen ernannt;

24.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Eines der Rocket-Mitglieder ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten.

24.5 Der Beirat hat lediglich eine beratende Funktion im Bezug auf Maßnahmen und Transaktionen der Gesellschaft und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

24.6 Die Vergütung der Mitglieder des Beirats wird, sofern vorgesehen, von den Gesellschaftern der Gesellschaft durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss festgelegt."

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 25. Rechnungsprüfer / Wirtschaftsprüfer.

25.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

25.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung wie der verbleibende Jahresnettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und Andere Kapitalreserven.

28.1 Die Geschäftsführung kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche durch die Geschäftsführung vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag soll gegebenenfalls verteilt werden und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft."

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach Luxemburger Recht zulässig, maßgebend."

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 3.000 geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Senningerberg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist den Vertretern der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt sind, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesen Vertretern unterzeichnet worden.

Gezeichnet: Alix van der Wielen, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 juillet 2013. LAC / 2013 / 35364. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 5. August 2013.

Référence de publication: 2013115214/1426.

(130136954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2013.

Imperial Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 163.170.250,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.754.

In the year two thousand thirteen, on the fourteenth day of May.

Before the undersigned, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Imperial Holding SCA, société en commandite par actions, incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 117750, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

here represented by Ms Nouria Mokhnache, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on April 25th, 2013,

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Imperial Financing S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 117.754 incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, dated June 22, 2006, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1721 on September 14, 2006. The articles of incorporation of the Company have been changed pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated July 26, 2010 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2043 on September 30, 2010 and have been last amended pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated October 26, 2011 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°3091 dated December 16, 2011.

The appearing party representing the whole corporate capital of the Company and having waived any notice requirement requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), the Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to put it into liquidation.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, and notwithstanding the agenda of this meeting referring to the appointment of Fiduciaire Marcel Stephany as liquidator, the Sole Shareholder resolves to appoint Mr. Marcel Stephany, born on September 4, 1951, with professional address at 23, Cité Aline Mayrish, L-7568 Bereldange, Grand Duchy of Luxembourg as liquidator of the Company (the "Liquidator").

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

The Liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrances, remove any outstanding charge in its sole discretion.

The Liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Liquidator may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such powers as it determines and for the period as he thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the Sole Shareholder in cash or in kind in his sole discretion. Subject to the Law, such distribution may take the form of interim payments out of the surplus of the winding-up.

Third resolution

The Sole Shareholder of the Company resolves to grant full discharge of liability to the managers of the Company for the accomplishment of their mandate until the date of the present resolutions.

Costs and Expenses

Any costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to amount to one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Whereas, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed was drawn up in English, followed by a French version thereof; on request of the appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize le quatorze mai.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch sur Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Imperial Holding SCA, société en commandite par actions, constituée selon les lois du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 117750, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

ici représentée par Nouria Mokhnache, employée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 avril 2013,

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique («l'Associé Unique») de Impérial Financing S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 117.754, constituée selon acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 juin 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1721 en date du 14 septembre 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés par un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 26 juillet 2010 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2043 du 30 septembre 2010 et dernièrement modifié par un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg daté du 26 octobre 2011 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3091 daté du 16 décembre 2011.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute convocation, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

En conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), l'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de nommer Monsieur Marcel Stephany, né le 4 septembre 1951, ayant son adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrish, L-7568 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements ou enlever toutes charges subsistantes selon sa volonté.

Le Liquidateur n'a pas à faire l'inventaire de la Société et peut se référer aux comptes de la Société.

Le Liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'il fixera.

Le Liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société à l'Associé Unique en numéraire ou en nature selon sa volonté. Sous réserve des dispositions légales applicables, cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Troisième résolution

L'Associé Unique de la Société décide d'octroyer décharge de responsabilité aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à la date des présentes résolutions.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Mokhnache, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 mai 2013. Relation: EAC/2013/6305. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2013083275/117.

(130102695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: USD 85.466,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 155.851.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of May.

Before Maître Marc LOESCH, notary residing at Mondorf (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of "FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S.", a Luxembourg "société en commandite simple", having its registered office located at 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.851 (the "Company"), incorporated by a deed held under private seal on 29 September 2010, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial") number 2433 dated 11 November 2010.

The articles of incorporation have been last amended by a deed of the undersigned notary in February 26th, 2013, published in the Mémorial number 1053 dated 3 May 2013.

The meeting is presided by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette.

The chairman appoints as secretary Mrs Sophie HENRYON, private employee, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette and the meeting elects as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxies, having been signed "ne varietur" by the proxy-holders of the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed hereto to be registered with the present deed.

II.- As it appears from the attendance list, the 78,837 (seventy-eight thousand eight hundred thirty-seven) issued shares of the Company with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the shareholders expressly state having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 6,629 (six thousand six hundred twenty-nine United States Dollars) so as to raise the share capital from its current amount of USD 78,837 (seventy-eight thousand eight hundred thirty-seven United States Dollars) to USD 85,466 (eighty-five thousand four hundred sixty-six United States Dollars) by the issuance of 6,629 (six thousand six hundred twenty-nine) new limited shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, subject to the payment of a global share premium amounting to USD 37,993,371 (thirty-seven million nine hundred ninety-three thousand three hundred seventy-one United States Dollars);

3. Subscription and payment by Federal Express Canada Holdings Ltd. for the new limited shares by way of a contribution in cash;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Amendment of the first paragraph of the article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect such actions; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is unanimously resolved that the shareholders of the Company waive their right to the prior notice of the current meeting, acknowledge being sufficiently informed on the agenda, consider the meeting to be validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further unanimously resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the shareholders of the Company within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution

It is unanimously resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 6,629 (six thousand six hundred twenty-nine United States Dollars) so as to raise the share capital from its current amount of USD 78,837 (seventy-eight thousand eight hundred thirty-seven United States Dollars) to USD 85,466 (eighty-five thousand four

hundred sixty-six United States Dollars) by the issuance of 6,629 (six thousand six hundred twenty-nine) new limited shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 37,993,371 (thirty-seven million nine hundred ninety-three thousand three hundred seventy-one United States Dollars) (the "Share Premium"), the whole to be fully paid up through a contribution in cash made by Federal Express Canada Holdings Ltd., a corporation incorporated under the laws of the Province of New Brunswick under corporate registration number 660067, having its registered office at 44 Chipman Hill, Suite 1000, Saint John, NB E2L 2A9, Canada (the "Contributor"), of a global amount of USD 38,000,000 (thirty-eight million United States Dollars) (the "Contribution").

Third resolution

It is unanimously resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor for the New Shares and for the Share Premium through the Contribution.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Contributor, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, here annexed, who declares to subscribe to the New Shares. The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium. The New Shares as well as the Share Premium have been fully paid for by the Contributor through the Contribution, which Contribution is at the disposal of the Company.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- FedEx International Holdings Limited: 1 (one) unlimited share;
- Federal Express (Hong Kong) Limited: 20,000 (twenty thousand) limited shares; and
- Federal Express Canada Holdings Ltd.: 65,465 (sixty-five thousand four hundred sixty-five) limited shares.

The notary acts that (i) the 1 (one) unlimited share, and (ii) the 85,465 (eighty-five thousand four hundred sixty-five) limited shares, representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is unanimously resolved to amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 6.** The issued share capital is fixed at USD 85,466 (eighty-five thousand four hundred sixty-six United States Dollars) represented by 85,466 (eighty-five thousand four hundred sixty-six) issued shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, divided into 1 (one) unlimited share and 85,465 (eighty-five thousand four hundred sixty-five) limited shares."

No other amendment is to be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about four thousand euro (EUR 4,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notary deed was drawn up in Mondorf on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt et unième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de «FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S.», une société en commandite simple régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.851 (la «Société»), constituée par acte tenu sous seing privé le 29 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2433 en date du 11 novembre 2010.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte tenu devant le notaire instrumentant le 26 février 2013, publié au Mémorial numéro 1053 en date du 3 mai 2013.

L'assemblée est présidée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette.

Le président nomme comme secrétaire Madame Sophie HENRYON, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, et l'assemblée élit comme scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette.

Le président a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales détenues par ces derniers sont indiqués sur la liste de présence. Cette liste de présence et les procurations ayant été signées «ne varietur» par les mandataires des parties comparantes et le notaire instrumentant demeureront annexées au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités d'enregistrement.

II.- Il est établi suivant la liste de présence que les 78.837 (soixante-dix-huit mille huit cent trente-sept) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour sur lesquels les associés reconnaissent expressément avoir été dûment et préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 6.629 USD (six mille six cent vingt-neuf Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 78.837 USD (soixante-dix-huit mille huit cent trente-sept Dollars américains) à 85.466 USD (quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante-six Dollars américains) par l'émission de 6.629 (six mille six cent vingt-neuf) nouvelles parts sociales de commanditaire d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune, soumise au paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 37.993.371 USD (trente-sept millions neuf cent quatre-vingt-treize mille trois cent soixante et onze Dollars américains);

3. Souscription et paiement par Federal Express Canada Holdings Ltd. des nouvelles parts sociales de commanditaire par voie d'un apport en numéraire;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification du premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société afin de refléter ces actions; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les associés, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est unanimement décidé que les associés de la Société renoncent à leur droit de recevoir convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour, considèrent avoir été valablement convoqués et en conséquence acceptent de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est ensuite unanimement décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition des associés de la Société dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution

Il est unanimement décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 6.629 USD (six mille six cent vingt-neuf Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 78.837 USD (soixante-dix-huit mille huit cent trente-sept Dollars américains) à 85.466 USD (quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante-six Dollars américains) par l'émission de 6.629 USD (six mille six cent vingt-neuf) nouvelles parts sociales de commanditaire d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), soumise au paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 37.993.371 USD (trente-sept millions neuf cent quatre-vingt-treize mille trois cent soixante-et-onze Dollars américains) (la «Prime d'Emission»), le tout devant être entièrement libéré par voie d'apport en numéraire par Federal Express Canada Holdings Ltd., une société constituée sous le droit de la province de New Brunswick sous le numéro d'enregistrement 660067, ayant son siège social sis au 44 Chipman Hill, Suite 1000, Saint John, NB E2L 2A9, Canada Apporteur», d'un montant total de 38.000.000 USD (trente-huit millions de Dollars américains) (l'«Apport»).

Troisième résolution

Il est unanimement décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur des Nouvelles Parts Sociales et le paiement de la Prime d'Emission par voie de l'Apport.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Apporteur, ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, annexée aux présentes, qui déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales. L'émission des Nouvelles Parts Sociales est également soumise au paiement de la Prime d'Emission. Les Nouvelles Parts Sociales ainsi que la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Apporteur par voie de l'Apport, lequel Apport est à la disposition de la Société.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

- FedEx International Holdings Limited: 1 (une) part sociale de commandité;
- Federal Express (Hong Kong) Limited: 20.000 (vingt mille) parts sociales de commanditaire; et
- Federal Express Canada Holdings Ltd.: 65.465 (soixante-cinq mille quatre cent soixante-cinq) parts sociales de commanditaire.

Le notaire établit que (i) l'unique part sociale de commandité et (ii) les 85.465 (quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante-cinq) parts sociales de commanditaire, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que la présente assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, et l'Apport ayant été intégralement libéré, il est unanimement décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à 85.466 USD (quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante-six Dollars américains), représenté par 85.466 (quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante-six) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune, divisée en 1 (une) part sociale de commandité et 85.465 (quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante-cinq) parts sociales de commanditaire.»

Aucune autre modification n'a été faite à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à quatre mille euros (EUR 4.000,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été clôturée.

Par suite, le présent acte notarié a été passé à Mondorf, au jour fixé en-tête de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document aux personnes présentes, elles ont signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des personnes présentes à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes personnes présentes, en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Loesch.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 mai 2013. Relation: EAC/2013/6663. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013083185/206.

(130102704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Asgard Hall Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 178.164.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am siebzehnten Juni.

Vor dem unterschriebenen Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Johannes WEDDING, diplomierter Kaufmann, geboren am 9. Juni 1964 in Freiburg im Breisgau, beruflich wohnhaft in 6-10, Biebergasse, D-60313 Frankfurt am Main, hier rechtmässig vertreten durch Herrn Georges MAJERUS, Buchsachverständiger, beruflich wohnhaft in L-1750 Luxemburg, 62, avenue Victor Hugo, durch eine Vollmacht gegeben am 27. Mai 2013 in Luxemburg, welche Vollmacht ne varietur gezeichnet, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt.

Vorbenannte Person ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine anonyme Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung "Asgard Hall Invest S.A.".

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft bezweckt den Erwerb, das Halten und die Entwicklung von Beteiligungen im In- und Ausland sowie die Durchführung damit verbundener zentraler Managementaufgaben und Finanzgeschäfte.

Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen und Tochtergesellschaften im In- und Ausland errichten und sich an anderen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen sowie alle Geschäfte tätigen, die direkt mit ihrem Zweck in Zusammenhang stehen. Die Gesellschaft kann im In- und Ausland Grundeigentum erwerben, belasten, veräußern und verwalten. Sie kann auch Finanzierungen für eigene oder fremde Rechnung vornehmen, sowie Garantien und Bürgschaften für Tochtergesellschaften und Dritte eingehen.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt 31.000.- EUR (einunddreissigtausend Euro) eingeteilt in 3.100 (dreitausendeinhundert) Aktien mit einem Nominalwert von 10.- EUR (zehn Euro) pro Aktie.

Die Aktien sind Inhaberaktien.

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über eine oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf Ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können die verbleibenden Mitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende wird von der Generalversammlung gewählt. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorhergehenden Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Ausnahmsweise wird das erste delegierte Verwaltungsratsmitglied durch die Generalversammlung ernannt.

Art. 12. Die Gesellschaft wird nach außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates.

Sollte unter Anwendung und gemäß Artikel 51 des Gesetzes vom 25. August 2006 der Verwaltungsrat aus nur einem Mitglied bestehen, so wird die Gesellschaft nach außen durch die alleinige Unterschrift des Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare, wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt mittels den gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am letzten Freitag des Monats Mai um 10.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine außergewöhnliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens (20%) zwanzig Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser außerordentlichen Generalversammlungen kann per Prokura oder per Brief, Telex, Fax usw. erfolgen.

Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen.

Art. 17. Jede ordentliche oder außerordentliche Generalversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn die Gesellschafter in den gesetzlich vorgesehenen Verhältnissen anwesend oder vertreten sind.

Geschäftsjahr - Gewinnbeteiligung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Verwaltungsrat legt den Kommissaren die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung vor.

Art. 19. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% (fünf Prozent) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Mit Zustimmung des Kommissars und unter Beachtung der diesbezüglichen Vorschriften, kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden ausschütten.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie die Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, vorzeitig oder am Ende ihrer Laufzeit, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

1. Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2014 statt.
2. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der heutigen Gründung und endet am 31. Dezember 2013.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf 1.500.- EUR (eintausendfünfhundert Euro).

Kapitalzeichnung

Die 3.100 Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

Johannes WEDDING, vorbenannt, wie vertreten:	3.100 Aktien
Total:	3.100 Aktien

Sämtliche Aktien wurden zu 100% (hundert Prozent) in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von 31.000.- EUR (einunddreissigtausend Euro) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf 3 (drei) diejenige der Kommissare wird festgelegt auf 1 (einen).

2.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden mit der ordentlichen Jahresgeneralversammlung des Jahres 2018.

3.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

- Georges MAJERUS, Buchsachverständiger, geboren in Düdelingen (Luxemburg) am 8. Juli 1965, mit Geschäftsanschrift in L-1750 Luxemburg, 62, avenue Victor Hugo.

- Yvette VERSCHUREN, Privatangestellte, geboren am 27. November 1962 in Luxemburg, mit Geschäftsanschrift in L-1750 Luxemburg, 62, avenue Victor Hugo.

- Johannes WEDDING, diplomierter Kaufmann, geboren am 9. Juni 1964 in Freiburg im Breisgau, beruflich wohnhaft in 6-10, Biebergasse, D-60313 Frankfurt am Main.

4.- Zum geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglied wird ernannt bis zur Versammlung des Jahres 2018: Georges MAJERUS, vorgeannt.

5.- Zum Kommissar wird ernannt bis zur Versammlung des Jahres 2018:

FIDES INTER-CONSULT S.A., mit Gesellschaftssitz in L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 52.925.

6.- Der Gesellschaftssitz befindet sich auf folgender Adresse:

62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: G. Majerus et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 juin 2013. LAC/2013/27893. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2013.

Référence de publication: 2013083716/171.

(130103384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2013.

Belvaux Lotissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rôlach.

R.C.S. Luxembourg B 133.819.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société Belvaux Lotissement S.A., établie et ayant son siège social à Z.I. Rôlach L-5201 Sandweiler, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro 133819 et qui s'est tenue à Luxembourg en date du 25 avril 2013.

L'assemblée a décidé:

De réélire les administrateurs jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2019

- Monsieur Sgreccia Marco

- Monsieur Marochi Fabio

- Monsieur Sgreccia Gianfranco

De réélire l'administrateur-délégué jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2019

- Monsieur Marochi Fabio

De nommer comme nouveau commissaire aux comptes la société Premium Advisory Partners S.A. ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, rue Cents, 126 inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 136449 jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019, étant donné que le mandat de Premium Investment Partners S.A. est venu à terme.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représenté.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2013083778/25.

(130104138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2013.

**Ecotrade Commodities S.A., Société Anonyme,
(anc. Ecotank S.A.).**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 119.021.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2013.

Référence de publication: 2013083901/11.

(130103315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2013.

Ektornet Latvia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.317.

Les comptes annuels de 2012 ont été clôturés au 31 Décembre 2012 et approuvés lors de l'assemblée ordinaire des actionnaires le 10 mai 2013 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2013.

Référence de publication: 2013083905/11.

(130103874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2013.
